



MANUEL VALLS ANNONCE UN SUPER PLAN D'AUSTERITE

INACCEPTABLE

En confirmant le plan de 50 milliards d'économies pour financer le pacte de responsabilité, le Premier Ministre et son gouvernement s'obstinent à baisser le pouvoir d'achat des fonctionnaires !

Ils s'obstinent à diminuer le Service Public.

Le Chef du gouvernement a annoncé la poursuite du gel du point d'indice jusqu'en 2017, **cela fera au total 8 années sans augmentation** !

C'est aussi un blocage des prestations sociales et le gel des pensions de retraites jusqu'en octobre 2015 !!

Ça SUFFIT !!!

Une nouvelle fois le gouvernement entend faire subir aux fonctionnaires, éternels boucs émissaires, les conséquences de sa politique d'austérité.

FORCE OUVRIERE dénonce depuis plusieurs mois cette politique qui avec une réduction de dotation de 11 milliards d'euros aux collectivités territoriales s'ajoutant aux 4,5 déjà prévus, amènera pour nos concitoyens, **moins de service public, des fermetures de services et la suppression des prestations.**

Avec la réduction du nombre des régions, la suppression des départements, l'accélération des intercommunalités, c'est l'Europe des régions qui est annoncée. L'égalité républicaine est menacée !

La mise en place des métropoles et la mutualisation forcée des services auront des conséquences néfastes sur la carrière et les conditions de travail des agents.

Ça SUFFIT !!!

Les collectivités locales sont les premiers investisseurs publics et leurs agents assument, souvent dans des conditions difficiles, les missions qui leurs sont confiées.

FO rejette et condamne toutes mesures économiquement suicidaires et socialement destructrices !

La Fédération des Services Publics et de Santé FO appelle l'ensemble des agents à se mobiliser pour stopper cette politique d'austérité.



**GREVE ET MANIFESTATIONS, JEUDI 15 MAI 2014
avec FORCE OUVRIERE pour exiger :**

- Le retrait du pacte de responsabilité et l'annulation des coupes budgétaires de 50 milliards,
- L'augmentation immédiate des salaires par la revalorisation de 8 % de la valeur du point d'indice et l'attribution uniforme de 50 points sur la grille indiciaire,
- La défense du statut, l'amélioration des carrières et l'intégration des primes dans le traitement,
- L'abrogation de la Loi MAPTAM (Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles),
- Le rejet de tous actes de décentralisation supplémentaires : maintien de tous les départements !
- L'arrêt des plans de mutualisations de services et des suppressions de postes,
- Le maintien des services et des emplois publics locaux et le rejet de toute privatisation.

SYNDICAT de
Numéro de téléphone :
Personne à contacter :